



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

LUNDI 7 MAI 2007

N° 967

PRIX

0,80 €

EDITORIAL

Sarkozy président : C'est toujours un adversaire des travailleurs qui est au pouvoir !

**Nous publions ci-dessous la « Déclaration d'Arlette Laguiller
au soir du second tour de l'élection présidentielle 2007 »**

Ainsi, les classes populaires vont donc subir la présidence de Nicolas Sarkozy pendant les cinq prochaines années et un ou plusieurs gouvernements dont la politique sociale sera dans le droit fil de celle des gouvernements que nous connaissions depuis cinq ans et qui furent les pires de tous ceux que nous avons connus jusqu'à présent.

Bien sûr, le programme de Ségolène Royal n'aurait rien changé aux problèmes fondamentaux qui accablent aujourd'hui les classes populaires comme la baisse du pouvoir d'achat, le chômage et la disparition du logement populaire.

Mais Nicolas Sarkozy non seulement ne changera rien à ces problèmes mais il aggravera dans bien des domaines la vie quotidienne. Il ne s'en est pas caché. À ceux qui auront besoin d'une augmentation de salaire, il répond déjà, en substance, qu'ils n'ont qu'à se lever plus tôt et travailler plus.

Aux sans-logis ou aux mal-logés, il n'offre rien, pas même de bonnes paroles. Le ruisseau sera assez bon pour eux ! Car la croissance, quand il en parle, ce n'est pas pour eux, c'est à leur détriment.

Quant au chômage, non seulement il n'envisage rien de sérieux pour le réduire, à part comme pour tout le reste, de faire la chasse à ceux qu'il appelle des faux chômeurs ou des faux malades.

Le monde du travail ne doit cependant pas baisser la tête car cette élection n'est pas une catastrophe. Même si Ségolène Royal avait été élue, nous aurions dû entrer en lutte, et même des luttes sérieuses, importantes et déterminées pour que les choses changent ne serait-ce qu'un peu pour nous.

Avec Nicolas Sarkozy, il en ira de même et les luttes devront être les mêmes, aussi déterminées mais pas plus.

Tout dépend du monde du travail, de sa détermination et de la conscience qu'il aura que le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier et que seules les luttes peuvent payer. Les principales luttes qui se sont déroulées depuis des dizaines d'années l'ont été dans des situations où la droite était au pouvoir.

Alors, ne soyons pas abattus. L'avenir de la société et le progrès social dépendent des travailleurs et sont entre leurs mains. Et tout dépend donc de nous tous !

RESULTATS DU DEUXIEME TOUR AUX ANTILLES

Contrairement au premier tour en Guadeloupe, c'est Ségolène Royal qui est arrivée en tête, malgré une intensive mobilisation de tous les sarkozistes. Donc 50,83% pour Ségolène Royal et 49,17% pour Sarkozy. En Martinique, l'avance de Ségolène Royal s'est maintenue et elle fait 60,52% contre 39,48% pour Sarkozy ! La droite locale des deux îles et le patronat agressif qui y sévit ne pourront se réclamer d'un résultat favorable pour leur candidat préféré ! Mais ce sont nos luttes, infiniment plus que ces résultats qui nous permettront de nous faire respecter et de changer notre sort !

ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 2007

Comme nous l'avions déjà annoncé dans le précédent numéro de C.O., nous présenterons des candidats de Combat Ouvrier pour les élections législatives. Nous envisageons de présenter deux ou trois candidats sur les huit circonscriptions de Martinique et Guadeloupe. Mais, aujourd'hui, nous avons la possibilité que des militants de Combat Ouvrier soient présents partout dans les huit circonscriptions des Antilles, en se présentant sous la bannière de Lutte Ouvrière, le mouvement auquel appartient Arlette Laguiller et dont nous avons défendu les idées (qui sont aussi bien sûr les nôtres !), le programme et la candidature pour les présidentielles. Nous avons fait ce choix.

Nous mettrons et soutiendrons donc des candidats «Lutte Ouvrière», issus de nos rangs, partout dans les deux îles. Et ils mettront en avant, pour ce « troisième tour », le même programme de défense des intérêts des travailleurs qu'ils ont fait connaître et défendu durant la campagne présidentielle. Contre le chômage, pour l'utilisation des subventions massives au patronat à la création de millions d'emplois dans les services publics, pour prendre sur les énormes profits du patronat pour augmenter les salaires, pour la création immédiate de logements sociaux !

Résultats des élections présidentielles aux Antilles (premier tour)

En Guadeloupe, au premier tour des élections présidentielles, qui s'est déroulé aux Antilles le samedi 21 avril, on constate que le candidat N. Sarkozy de l'UMP a remporté, en Guadeloupe, le plus grand nombre de voix et qu'en Martinique c'est la candidate du Parti Socialiste, S. Royal qui est arrivée largement en tête. La candidate Arlette Laguiller, de Lutte Ouvrière, que nous soutenons, a obtenu un score supérieur à celui des élections de 2002 : 1834 voix (1,09%) contre 816 en 2002 (0,9% en 2002). Notons le fait que l'abstention a été moins importante : 40,86% en 2007 contre 61,16 en 2002.

Donc, nous avons : total des voix de gauche (PS et les autres candidats de gauche ou d'extrême-gauche) : 44,99% ; total des votes de droite (Lepen compris) : 46,26%, total de Bayrou 8,51%.

En Martinique, Ségolène Royal est arrivée en tête avec 48,48% des voix. L'ensemble de la gauche plus l'extrême-gauche fait 54,83%. Arlette Laguiller, que nous soutenons à ces élections, a réalisé un score de 2050 voix, soit 1,29% des suffrages, un peu mieux qu'en 2002.

L'IMPASSE DU VOTE UTILE

On voit donc que ce sont surtout les grands partis officiels qui ont attiré les votes de ceux qui sont sortis de l'abstentionnisme et au total PS-UMP font plus de 80% des suffrages exprimés, ne laissant qu'autour de 8% à Bayrou et quelques miettes aux différents candidats dits d'« extrême-gauche », PC (parti communiste) et verts ! Ce qui est conforme à ce qui s'est passé sur l'ensemble de l'électorat de France. Beaucoup de travailleurs ont voté dès le premier tour pour Ségolène Royal ou même pour Bayrou afin de barrer la route à Sarkozy au lieu de s'exprimer sur la politique qui est nécessaire pour combattre la situation économique et sociale actuelle !

L'électorat, dans ses différentes composantes a donc préféré voter utile ! Utile à quoi ? Cela va uniquement permettre que l'un des deux candidats qui font partie des gens qui ont gouverné à tour de rôle depuis 74, en passant par Mitterrand en 81, Chirac et Jospin, jusqu'en 2002, monte au pouvoir ! Ce qui n'arrangera en rien les affaires des travailleurs !

Avec Sarkozy, c'est franc, direct et sans ambiguïté, il travaillera à faire tout ce que veut le patronat. Celui-ci veut

plus de flexibilité et se débarrasser des articles du Code du travail qui l'empêche de licencier comme il veut, on «travaillera plus» pour que les patrons gagnent plus, on fera donc reculer les «35 heures» officielles, on repoussera encore plus la date de départ à la retraite, on déchargera encore plus les patrons de leurs cotisations. Et tout à l'avenant. On pourchassera plus les «immigrés clandestins», on organisera plus de rafles d'enfants immigrés dans les écoles ; on allégera de moitié le nombre de fonctionnaires etc.

Avec S. Royal, on est assuré que rien de substantiel ne sera fait pour mettre fin au chômage massif, voulu et organisé par les grands capitalistes ; elle continuera à les arroser de milliards d'euros de subventions, même si c'est en passant par les PME (petites et moyennes entreprises) comme elle le répète dans sa campagne. Elle ne pourra pas faire grand-chose pour empêcher les évolutions souhaitées par le grand patronat sur les retraites, les allègements de charges sociales, sans s'attaquer à leur mainmise totale sur l'économie...A moins que les travailleurs n'interviennent, sous sa présidence, et décident alors de pousser les choses en avant, dans le sens de leurs intérêts.

Alors, que ces deux candidats aient obtenu plus de 80% des votes exprimés, montre à quel point les organisations ouvrières, syndicats et partis politiques, ont laissé reculer la conscience de classe des travailleurs et à quel point ceux-ci, accablés de trahisons répétés des bureaucraties politiques et syndicales de la Gauche, ne perçoivent plus clairement qui sont leur amis, leurs ennemis et leurs faux amis.

POUR UN SURSAUT DES TRAVAILLEURS

Le verdict passager d'un résultat électoral est là pour nous faire voir la réalité telle qu'elle est, à un moment donné, aussi désagréable qu'elle soit, et non pour en tirer des conclusions définitives. La majorité des gens de la classe laborieuse, comme des autres classes populaires, est en permanence écrasée et anesthésiée, sous le poids d'une propagande officielle et répétitive. Les travailleurs n'ont pas confiance en leur propre force, en tant que classe, car les grandes organisations ouvrières politiques ou syndicales ne luttent plus beaucoup contre

l'exploitation capitaliste, contre la mainmise du patronat sur la société ; elles ne les dénoncent même pas systématiquement ; elles ne font plus aucune analyse d'ensemble des politiques et des actions menées par les ennemis des travailleurs. Ce qui permet à un Sarkozy, élu de Neuilly, ville de résidence des très riches, de se déguiser la main sur le cœur, en politicien populaire.

Les syndicats et les organisations de gauche depuis 81, date de la montée au pouvoir du candidat de la gauche, se sont mis «en pilotage automatique» (expression de Jospin !) dans la voie du pouvoir ; «l'alternance démocratique» c'est leur credo et le seul objectif fourni aux masses populaires : «votiez pour nous faire monter au pouvoir» ! Pour quoi faire ? Selon eux, cette question n'a pas d'importance ! D'où la campagne incolore (ou tricolore) et insipide de S. Royal, l'absence de tout réel engagement social pouvant faire réagir et entraîner les travailleurs ! D'où son travail de rabibochage actuel envers Bayrou et ses électeurs ! Cette dépolitisation, cet affaiblissement des frontières de classes, entraînent qu'un vieux politicien de droite (ou d'un «centre» toujours collé à la droite !) comme Bayrou peut aussi être appelé «ami ou allié» de la gauche !

Que dans un tel contexte de recul, il se soit trouvé près de 4000 personnes sur le programme de défense des intérêts des travailleurs d'Arlette Laguiller est un encouragement à continuer à se battre pour le «camp des travailleurs» !

Alors, on voit le travail qu'il faut faire, ce qu'il faut s'acharner à expliquer, défendre ! Mais parfois, en dépit de la démoralisation, du manque de confiance en soi ou des confusions passagères, il y a des sursauts de la classe ouvrière, des couches populaires, laborieuses qui peuvent en quelques heures, quelques jours briser les barrières causées par le découragement, le manque de confiance. La remontée en lutte peut se faire et surprendre les bourgeois qui croient qu'avec Sarkozy, (s'il passe comme c'est prévu, calibré, enveloppé), ils seront tranquilles pour cinq ans et pourquoi pas plus !

Un tel sursaut, c'est évidemment notre souhait, notre espoir, sans que cela signifie rester les bras croisés dans l'attente du sursaut.

(NDLR : article écrit avant le second tour)

ANPE des Abymes : la mobilisation a payé

Pendant deux jours, les agents des Abymes ont débrayé pour obtenir le rétablissement du téléphone, restreint depuis presque une semaine ! En effet, depuis le jeudi 19 avril l'agence recevait les appels mais ne pouvait communiquer vers l'extérieur. Malgré toutes les démarches des responsables des Abymes pour connaître la cause de ce dysfonctionnement et y remédier, mardi 24 la panne persistait ! Pourtant les factures avaient bien été payées et aucun problème technique n'affectait la ligne...

La direction de l'ANPE devant l'insistance des collègues et la persistance du problème a fini

par révéler qu'une convention a été signée avec un opérateur privé pour toutes les agences de Guadeloupe. Apparemment, la décision de restreindre la ligne des Abymes a été prise. Quant à savoir qui a donné l'ordre, impossible ! Au plus haut niveau de la hiérarchie de Guadeloupe, malgré toutes les demandes des collègues, c'est l'étonnement...

Les collègues des Abymes dans l'incapacité de travailler sans téléphone ont donc décidé de suspendre la réception des demandeurs d'emploi jusqu'à son rétablissement total. Dans un tract aux demandeurs d'emploi ils ont expliqué la raison de leur arrêt de

travail et exigé la présence du directeur opérationnel.

Ils en ont profité pour poser toutes leurs revendications concernant leurs conditions de travail. La matinée de mercredi fut consacrée à la discussion des 18 points de leur plateforme en présence du directeur et de tous les agents.

La mobilisation a payé : les agents ont obtenu la résolution de nombreux problèmes en suspens depuis plusieurs mois voire plusieurs années. Ils ont bien l'intention de veiller à la réalisation jusqu'au bout de toutes les promesses.

Succès de la manifestation du premier mai !

Cette année le premier mai s'est déroulé à Capesterre Belle-Eau à l'appel de 9 organisations syndicales qui sont la CGTG, la CTU, la FSU, la FAEN-SNCL, FO, le SPEG, SUD-PTT, l'UNSA et l'UGTG. Le thème de la manifestation était le rappel des événements de mai 67 : «1967 : Sonjé ! 2007 : Konba la ka kontinyé». Le choix de Capesterre-Belle-Eau n'était pas un hasard car le 1er mai 1967 de jeunes travailleurs qui étaient venus manifester à cette occasion ont été réprimés.

Près de 5000 manifestants ont défilé dans les rues de la ville

en scandant des slogans dénonçant la situation dans leurs entreprises, rappelant que les travailleurs sont toujours combatifs et n'acceptent pas une dégradation de leurs conditions de travail. A l'occasion de ce premier mai placé entre les deux tours des élections présidentielles, certains syndicats n'ont pas hésité à clairement exprimer le souhait que le candidat de la droite, Nicolas Sarkozy, soit battu dans les urnes, tout en répétant que ce n'est que par la lutte que les travailleurs peuvent avoir satisfaction à leurs revendications.

C'est la CGTG qui ouvrait

la manifestation avec à sa tête les secteurs qui ont été en lutte ces derniers mois, à savoir la Générale des Eaux, l'AFPA, l'ANPE et les travailleurs de l'aéroport. L'UGTG comme d'habitude a fermé la marche avec de nombreux travailleurs des différents secteurs. C'était un premier mai très dynamique. Certains syndicats n'ont pas voulu s'associer car ils estimaient que le thème était trop politique (commémoration des événements de mai 1967), mais ce sont les travailleurs qui sont venus nombreux manifester à Capesterre-Belle-Eau qui ont eu raison.

Il y a 40 ans, les 26 et 27 mai 1967 :

répression coloniale sanglante à Pointe-à-Pitre

Les événements qui se sont déroulés les 26 et 27 mai 1967 à Pointe-à-Pitre ont été réprimés dans le sang. Tout a commencé dans la matinée du 26 mai, lorsque des ouvriers du bâtiment en grève se sont heurtés aux forces de l'ordre près de la Darse, devant la Chambre de Commerce où se déroulaient les négociations avec le patronat. Ce dernier, plutôt que d'accorder 2% d'augmentation de salaire réclamés par les travailleurs a fait intervenir les forces de l'ordre. Les heurts entre ces hommes armés et les travailleurs se sont terminés par une fusillade brutale. Un responsable syndical, Jacques Nestor, a été le premier visé et abattu. Cette répression sanglante a déclenché un mouvement de colère dans les rues de Pointe-à-Pitre. De nombreuses personnes ont été atteintes par des balles. Dans la nuit du 26 au 27, des heurts violents ont opposé la population aux forces de l'ordre en particulier dans les quartiers pauvres de Lauricisque et de Vieux Bourg. D'autres victimes ont succombé sous les balles. De nombreux blessés ont été transportés à l'hôpital. La colère a été d'autant plus grande que la population n'a pas été avertie qu'il y avait une telle tuerie. Il n'y a pas eu de sommation ni de couvre-feu. Il s'agissait d'une véritable «chasse aux nègres», par des troupes coloniales blanches déchaînées. Des émeutiers ont alors eu une réaction anti-blancs en incendiant des voitures de métropolitains et de touristes, molestant certains d'entre eux.

Ces événements ont eu lieu dans un contexte de mécontentement dû à une situation économique et sociale de crise. Les jeunes frappés par le chômage et de nombreux travailleurs sans emploi n'avaient d'autres solutions que d'émigrer vers la France ; ce mouvement de population assez important était alors encadré par un organisme officiel, le BUMIDOM (Bureau de migration des DOM). La pauvreté se caractérisait par un habitat insalubre. Une grande partie de la population et des campagnes vivaient encore dans des cases sans eau et sans électricité. L'affaire Srnsky à Basse-Terre a été le signal d'alarme de ce mécontentement. Le 20 mars 1967, Srnsky un commerçant, a lâché son chien contre un cireur de chaussures

infirmes qui travaillait devant son magasin. Ce geste raciste a déclenché deux jours d'émeute à Basse-Terre. Deux mois après, ce sont les événements de Pointe-à-Pitre qui ont éclaté en faisant cette fois-ci de nombreuses victimes. A l'époque des faits on a annoncé officiellement 8 victimes. En 1980, le ministre Georges Lemoine a déclaré qu'il y a eu 87 morts. En réalité il y en a eu beaucoup plus sans compter de nombreux blessés dont ceux qui sont restés infirmes. Quarante ans après ces événements on ne sait pas de façon précise combien de personnes ont perdu leur vie. Nombreux sont ceux qui ont eu peur de témoigner et qui ont caché la mort d'un proche pour ne pas être inquiétés par la justice.

Le pouvoir colonial a désigné comme responsable de ces événements l'organisation nationaliste le GONG qui dénonçait la politique du gouvernement et revendiquait l'indépendance. De nombreux dirigeants du GONG ont été arrêtés et jugés en France. Leur procès a fait beaucoup de bruit à l'époque. C'est grâce à la mobilisation et aux actions de soutien que ces militants ont été libérés. Il y a eu aussi de nombreuses arrestations en Guadeloupe parmi des militants et des jeunes des quartiers pauvres. Plusieurs procès ont eu lieu au tribunal de Pointe-à-Pitre et ont mobilisé la population. Des militants ont été libérés mais les jeunes des quartiers pauvres sont restés plusieurs années en prison.

Tous ces militants qui ont subi la répression, en particulier ceux du GONG, ont été accusés de menées séparatistes. Le pouvoir colonial les a réprimés pour casser le mécontentement et faire peur à la classe ouvrière. Celle-ci a eu du mal à se mobiliser pendant les trois ans qui suivirent, mais dès le début de la décennie 1970 les travailleurs relèveront la tête et les luttes

reprendront.

Le mouvement nationaliste quant à lui, après avoir été affaibli durant des années par cette répression et des divisions internes, a repris des forces politiques au cours de ces années 70 en mobilisant les travailleurs de la canne dans deux syndicats l'UTA et l'UPG. S'ensuivront alors quinze années d'agitation sociale et de luttes anti-colonialistes. Elles obligeront le gouvernement français et les patrons à faire bien des concessions. Concessions économiques sur les salaires, sur l'application des lois sociales en vigueur en France (égalité des allocations sociales, création de logements sociaux, amélioration notable des cadres de vie, etc.). Il faut noter aussi d'importants progrès aussi au niveau de l'éducation, en matière de création d'écoles primaires, de collèges et de lycées. Concessions politiques avec un recul du pouvoir sur la liberté d'expression politique notamment par l'acceptation des revendications autonomistes et indépendantistes, par l'officialisation du créole, etc. Toutes ces revendications avaient été posées à la fin des années cinquante causant de nombreuses manifestations et grèves. On peut dire que le prix payé en Mai 1967 fut exorbitant mais les générations qui suivirent se rendirent compte que les autorités coloniales avaient pris conscience qu'en cas de nouveaux dérapages une partie de la population notamment la jeunesse était prête à répondre sur le même plan. Dans les conflits qui se multiplièrent dans les années 1980 jusqu'au années 2000, les autorités firent preuve de prudence et cherchèrent toujours à contrôler le comportement de leurs troupes.

On peut donc affirmer que les sacrifices des ouvriers et des émeutiers de 1967 ne furent pas vains.

CERCLE LENINE TROTSKY

Amis lecteurs,

Combat Ouvrier vous invite à la réunion publique du jeudi 24 mai à 18h30 au Centre culturel Rémy Nainsouta à Pointe-à-Pitre.

THÈME : “Il y a 40 ans mai 67” “La répression sanglante perpétrée par les troupes coloniales à Pointe-à-Pitre”.

La réunion sera suivie d'un débat.

L'ANPE veut supprimer un jour de congé aux agents de Guadeloupe

L'ANPE de Guadeloupe n'a pas trouvé quelle solution adopter pour faire payer «la journée de solidarité» instituée par le gouvernement Chirac, aux agents de Guadeloupe. En effet, en France à l'ANPE, il a été décidé qu'elle serait prélevée sous forme d'une journée RTT pour chaque agent. En Guadeloupe, il n'est pas possible de prélever une journée RTT. Les agents effectuent 35 heures hebdomadaires, sans aucune journée RTT.

Depuis 2006, le directeur local a donc décidé de supprimer une journée de congé à chaque

agent, au titre de la journée solidarité. Il semble que cette disposition n'ait pas été suivie d'effet en 2006. C'est pourquoi cette année, il «remet le couvert» en demandant aux chefs de service de veiller à ce que les agents de Guadeloupe ne prennent pas plus de 24 jours de congés annuels.

Dans un contexte d'attaques tout azimut contre les missions de l'ANPE, il n'est pas étonnant qu'un directeur local se sente autorisé à remettre en cause ouvertement le droit aux congés de l'ensemble du personnel de Guadeloupe !

Extraits de “l'écho des Télécoms”

CONTRE DES PROJETS SCELERATS

Les syndicats déclarent encore: «toutes les activités de France Télécom sont affectées par les projets de la DT Caraïbes: suppressions d'emplois, délocalisation, suppression d'activités, passage en force des projets sans tenir compte des remarques et amendements des élus et des représentants syndicaux ». Ce ne sont donc pas les raisons qui manquent d'entrer en lutte. Préparons nous effectivement.

Guadeloupe

Extraits de “l'écho de l'Aéroport”

NETTOYAGE : DAVANTAGE DE TRAVAIL SANS EFFETS SUPPLÉMENTAIRES

Depuis qu'il est interdit d'entrer en zone de transit avec des liquides, les poubelles se remplissent à l'entrée : des quantités de bouteilles, grandes ou petites, en verre ou en plastique, la plupart du temps remplies.

Tous les quarts d'heure nous, femmes de ménage, devons descendre du 2ème étage de gros sacs poubelle que nous devons hisser dans les bennes.

Tout cela en plus de notre travail, et sans la moindre compensation.

PÔLE CARAÏBES : VOUS AVEZ DIT SÉCURITÉ ?

Depuis la mise en œuvre du plan Vigipirate, les salariés de l'aéroport sont harcelés, fouillés, questionnés. La police surveille si nous avons bien vérifié les papiers des voyageurs.

Nous avons la pénible impression d'être considérés comme les premiers suspects.

C'est d'autant plus rageant que par ailleurs, la nuit, l'aéroport est ouvert à tous vents, sans surveillance. En cas de danger réel, nous serons les premiers à en faire les frais.

SORI : LA JUSTICE A DONNÉ RAISON À NOS COLLÈGUES INTÉRIMAIRES

Les Prud'hommes, après plus de 2 ans, ont finalement décidé que nos 7 collègues restés pour certains 10 ans et plus en intérim, avaient droit à un CDI à la SORI.

Jusqu'ici ils n'ont rien touché comme indemnité. Les ASSEDIC sont remplacés par le RMI.

Qu'attend la direction de la SORI ? Les collègues ont droit

FRANCE TELECOM ANTILLES-GUYANE : VERS LA GREVE ?

Un tract unitaire signé de FO, CGTG, SUD, CFDT, CFTC, CGC a été distribué la semaine dernière. Les syndicats déclarent : «préparons la mobilisation générale du personnel FT Guadeloupe, Guyane, Martinique». Ils constatent : « le démantèlement des services dans les différents projets par la présidente ».

au soutien de tous les salariés de l'entreprise.

ROISSY : SOLIDARITE AVEC NOS CAMARADES DE SERVIR ET LSG-GATE GOURMET

Mercredi dernier à ROISSYPOLE un millier de travailleurs de l'aéroport, rejoints par des centaines de grévistes de Citroën Aulnay, ont manifesté leur solidarité avec les salariés de Servair et de LSG-Gate Gourmet.

Servair, filiale d'Air France, et LSG-Gate Gourmet, filiale de Lufthansa, s'occupent de restauration aérienne. A Servair, la direction cherche à intensifier le travail et à se débarrasser de ceux qui ne se laissent pas faire. A LSG-Gate Gourmet, qui annonce 800 millions d'euros de bénéfice, Lufthansa s'apprête à jeter à la rue 853 travailleurs parce qu'elle réorganise pour faire encore plus de profits.

C'est ça la réalité des compagnies aériennes. C'est la course aux profits par tous les moyens sur notre dos. Alors, ne nous laissons pas faire !

BADGE : UN EXEMPLE A SUIVRE

Les salariés de l'entreprise Trac-Piste (Roissy) ont récemment obtenu, dans le cadre des négociations annuelles, « qu'en cas d'enquête sur un renouvellement de badge, la direction s'engage à maintenir le contrat de travail du salarié jusqu'à épuisement des recours administratifs... ». Et « dans le cas où le retrait deviendrait définitif, l'employeur accompagnera le salarié dans un reclassement... ». Nous aussi, à Pôle Caraïbes, nous devons exiger une telle garantie des patrons, car il n'est pas normal que l'attribution ou le retrait du badge pour diverses raisons nous transforme en chômeurs.

Quelle démocratie ?

Les candidats des grands partis officiels se sont tous félicités de l'augmentation de la participation au vote. Ils sont satisfaits du fonctionnement de leur démocratie. Mais c'est la démocratie des riches. Seuls

ceux qui bénéficient des réseaux riches et influents par leur argent ont des chances d'être élus. Comme disait un grand révolutionnaire : « les élections c'est savoir qui à tour de rôle, va opprimer la classe ouvrière et les pauvres ».

Les chauffeurs transportant des hydrocarbures affiliés au syndicat CGTM ont mobilisé leurs camarades pour un mouvement qui a été déclenché le jeudi 26 et s'est développé le vendredi 27 avril.

Ils voulaient discuter d'une augmentation des salaires de base. Samedi de nouvelles discussions ont eu lieu et le mouvement des transporteurs a continué toute la journée du lundi.

Le préfet a décidé de rationner l'essence. Cinq stations services ont été réservées aux secours d'urgence. Les particuliers ne sont autorisés qu'à

vingt euros d'essence pour les limousines et cinquante pour les poids lourds. La préfecture est aussi intervenue par forces policières et de gendarmerie interposées, pour contrôler les accès de la zone de Californie et pour escorter les camions de livraison.

A l'heure où nous écrivons les transporteurs d'hydrocarbures qui avaient déjà fait un premier mouvement couronné de succès en 2006, sont bien décidés à arracher leurs revendications.

DH : Dans la nuit du lundi un accord a été signé !

Cliniques privées : la grève continue aux Eaux Claires et à l'Espérance

Un accord a été signé dans la plupart des cliniques privées et les patrons ont accepté d'accorder pour 2006 et 2007 une augmentation de salaire de 4 %. Par contre aux Eaux Claires et à l'Espérance, les deux cliniques dirigées par le docteur Kadji, ce dernier refuse de céder et dit qu'il est prêt à négocier la mise en place de l'intéressement. Il ne veut pas discuter des NAO 2006 car il estime que c'est terminé et que les salariés doivent se contenter des 1 % proposés par la FHP (Fédération de l'Hospitalisation Privée). Il veut signer un accord de fin de conflit, ce que l'UTS-UGTG refuse.

Pourtant la clinique des Eaux Claires est l'une des cliniques qui marche le mieux, d'autant plus que Kadji a bénéficié de subventions publiques et il pourrait largement donner satisfaction aux salariés, mais il profite des divisions syndicales et fait de la résistance.

Il n'a pas hésité à embaucher une dizaine d'agents de sécurité et à faire venir des huissiers pour constater que les grévistes gênent les malades par

leur tambour, mais les malades n'ont jamais accepté de signer la moindre pétition contre les grévistes.

Le jeudi 26 avril dernier l'UTS-UGTG avait appelé à une mobilisation. Le ton est monté car certains grévistes ont voulu empêcher la livraison du linge à la buanderie. Une plainte a été déposée par la direction de la clinique. On est parti pour un nouveau bras de fer entre Kadji et l'UTS-UGTG et pour l'instant les grévistes se montrent très déterminés à obtenir gain de cause. Ils estiment que Kadji peut accorder les 4% d'augmentation car la situation financière de la clinique est bonne puisqu'on leur propose une prime d'intéressement ce qu'ils n'ont pas demandé. Mais il est vrai que l'intéressement est exonéré du paiement des charges sociales et c'est un avantage pour les patrons de la clinique et de plus le montant est aléatoire car en fonction des résultats de l'entreprise. Il vaut mieux par conséquent se battre pour une augmentation substantielle des salaires.

Fin de la grève au CFA

Après 6 mois de grève, un accord a été signé entre l'UGTG et Joël Lobeau le président de la Chambre des Métiers le vendredi 27 avril dernier. Le travail doit reprendre le lundi 30 avril au CFA (Centre de Formation des Apprentis). Cet accord prévoit un plan de titularisation en particulier pour les 17 salariés qui réclamaient leur titularisation. En ce qui concerne les deux emplois jeunes, ils iront finalement dans une autre entreprise mais en 2009, ils auront la possibilité de réintégrer la Chambre pour être titulaires s'ils le veulent car ils peuvent décider de rester dans l'entreprise où ils seront.

Plusieurs autres points ont pu être réglés car il y avait le cahier de revendication de l'UGTG, mais aussi celui des salariés non syndiqués qui étaient regroupés en collectif. En ce qui concerne la Prévoyance, des

réunions doivent se tenir en interne.

Mais sur les ondes, M. Lobeau a déclaré que ce qui a été signé est ce qu'il avait déjà proposé auparavant et qu'à la limite la grève a duré pour rien et que la Chambre a perdu beaucoup d'argent. Pour lui les titularisations se feront en fonction des besoins de la chambre, donc au fur et à mesure. Pour l'UGTG il y a en premier lieu la situation des 17 salariés qui seront titularisés en priorité et pour les autres, le plan est étalé sur une période de 5 ans. On verra bien ce qui se passera à la reprise du travail et s'il y aura réellement titularisation des 17 salariés.

Il n'empêche qu'il aura fallu plus de 6 mois de conflit pour que ce qui était impossible devienne possible. Comme toujours si les travailleurs ne luttent pas, ils n'obtiennent rien.

MAIF : FIN DES NAO 2007

Finalement un accord a été signé entre la direction et la plupart des syndicats sauf la CGT. La direction accorde une augmentation de salaire de 0,90 % à effet du 1er mai + 3 points au 1er juin. Par contre la prime de

vacances n'augmentera pas. Cela correspond à environ 2,28 % pour un salaire moyen. C'est loin de la demande de la CGT et malgré les bons résultats cela reste une augmentation au minimum, juste pour maintenir le pouvoir d'achat alors qu'on nous en demande

Cette «préférence régionale» a été mise en avant depuis quelque temps notamment par les organisations syndicales liées aux indépendantistes : CSTM en Martinique liée au MIM (mouvement indépendantiste martiniquais) de Marie-Jeanne actuel président «indépendantiste» de la région Martinique. Depuis, elle a été reprise par d'autres organisations et élus politiques de tous bords. Pour le premier Mai, en Guadeloupe, l'appel des syndicats comportait aussi une revendication de «priorité d'embauche à compétence égale des Guadeloupéens». On a vu parfois, sur les deux îles, des attitudes hostiles de certains syndicalistes vis-à-vis d'enseignants français, mais cela n'est jamais allé bien loin, n'étant pas soutenu par les parents d'élèves ni par les élèves eux-mêmes !

Mais la question de la «priorité» ou de la «préférence régionale» pour l'embauche revient périodiquement et pas seulement pour défendre les intérêts des travailleurs, mais peu ou prou pour les besoins de popularité de tel ou tel politicien démagogue. Cependant le problème fait aussi discuter parmi les travailleurs.

Aujourd'hui, l'accès aux postes libérés éventuellement après les départs à la retraite se fera par concours ouvert à l'échelon national. Certains se posent la question de mettre en place des concours régionaux déconcentrés. La plupart des candidats semblent d'accord avec une telle méthode.

Les planteurs de banane et particulièrement les plus gros, ont touché au cours des dernières années des sommes colossales de l'Etat sous forme d'aides, de subventions, d'exonération et de moratoires des charges sociales. Voici quelques chiffres fort révélateurs.

Pour l'année 2004 : une subvention de 21 millions d'euros, pour une recette totale de 603 euros par tonne. La dette des planteurs auprès de la CGSS (Caisse Générale de Sécurité Sociale) s'élevait en mai 2004 à plus de dix millions d'euros. La loi du 30 / 12 / 04 a prévu la suspension des poursuites en matière d'arriérés de cotisations patronales, ainsi que la mise en place de moratoires pour 15 ans et abandon de 50% pour les cotisations patronales et de 4 ans pour les cotisations salariales. Rappels en ce qui concerne ces dernières que les patrons les

Cela permettrait sans doute un recrutement au plus près des besoins et accessible aux personnes concernées en priorité. Vu l'importance du chômage (taux 3 fois plus élevé ici qu'en France) la demande des candidats à des emplois locaux est si forte qu'il est normal que ces candidats veuillent être recrutés en priorité. Et on ne voit pas trop pourquoi l'Administration leur tournerait le dos pour aller chercher des candidats ailleurs, sauf impossibilité de trouver certaines compétences ou de former correctement des gens sur place ! A l'embauche sur place, il faut d'ailleurs ajouter la revendication de formations de qualité données sur place et complétées ailleurs si nécessaire.

Néanmoins, cette revendication de la «priorité d'embauche» peut aussi aboutir à de la «régionalisation» au rabais du service public et à un désengagement plus important de l'Etat. Il sera alors indispensable de contrôler de près ce que décident et font en la matière les nouveaux pouvoirs publics «décentralisés».

Ajoutons qu'il faut aussi laisser aux candidats le choix de travailler ici ou d'aller ailleurs dans les services publics, en France ou dans d'autres DOM !

Les partis et syndicats réformistes et nationalistes se focalisent sur cette formulation «priorité d'embauche locale» ou «préférence régionale» et en font un thème qui sert périodiquement à leurs besoins politiques. Nous, nous croyons

que ce n'est pas un simple problème de mots, de formulation ! Il faut dire aux jeunes travailleurs, aux candidats à ces futurs (et hypothétiques !) postes vacants que, pour eux et pour les travailleurs qui sont encore en activité dans les services publics, le vrai moyen de conserver ces emplois c'est de se battre dans les entreprises, dans les rues, pour exiger que tous les départs en retraites soient effectivement remplacés et que des postes nouveaux soient créés pour l'amélioration de ces services publics. Ceux-ci, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la santé ou d'autres en ont bien besoin. C'est cela qui en premier lieu permettra que les jeunes de Martinique et Guadeloupe y soient embauchés !

Le véritable combat à mener, ce n'est pas pour une formule abstraite ou un principe sans contenu social mis en avant par des politiciens qui veulent soigner leur popularité, c'est un combat bien concret. Ce qu'il faut déjà imposer, ici et maintenant, c'est le remplacement intégral des départs en retraite et l'amélioration des services publics avec des embauches supplémentaires. Et cela ne pourra se faire que par des luttes des jeunes dans la rue et des travailleurs dans leur propre entreprise de service public (hôpitaux, PT, Ecoles, lycées, services fiscaux, administrations diverses, etc.) ! C'est là une vraie perspective pour les jeunes qui veulent arracher des emplois dans la fonction publique, ici même : il faut lutter pour arracher ce qu'on veut !

Les patrons, un gouffre financier

prélèvent sur les salaires mais ne les reversent pas à la CGSS.

Toujours en 2004, l'Etat a accordé aux planteurs un prêt en trésorerie de 2,180 millions d'euros, ainsi qu'un autre prêt de 8 millions d'euros pour les planteurs de Guadeloupe et de Martinique, remboursable avec un différé de 3 ans, et en juin de la même année, un contrat de progrès a été mis en place pour la Guadeloupe et la Martinique, avec une enveloppe de 25 millions d'euros.

En 2006 ces mêmes planteurs recevaient 32 millions d'euros de la Commission européenne sous forme de complément d'aide compensatoire pour l'année 2005. Le conseil général a versé 2 millions d'euros aux planteurs de Guadeloupe

En 2007, ils ont perçu une nouvelle subvention de 32 millions d'euros, ainsi que 11

millions des Assemblées locales, sous forme de caution à un prêt relais, plus 10 millions de l'Etat pour désendettement.

Aucun contrôle n'est exercé par les pouvoirs publics sur l'utilisation de ces fonds. Alors même qu'ils engouffrent de telles sommes, les patrons ont massivement licencié des travailleurs, et continuent à le faire. C'est un véritable scandale.

Il se perpétue alors même qu'une fraction importante de la population de Guadeloupe suit aveuglément ceux qui désignent les immigrés et les éremistes comme responsables des problèmes économiques qu'elle subit. Les aides sociales aux déshérités ne sont qu'une goutte d'eau par rapport à ce qu'engloutit le grand patronat, et qui ne profite qu'à lui puisqu'il continue à aggraver le chômage.

Non à l'injustice

Nous publions ci-dessous un tract du Comité de soutien à Léonel Tiroumalé

M. Léonel Tiroumallé possède un lopin de terre depuis de longues années à Moudong (Baie Mahault). Il détient un acte de propriété en bonne et due forme datant de 1934. M. Aurélien Bernadotte, son frère, travaille aussi sur cette terre depuis très longtemps.

Or, ne voilà-t-il pas que le 5 mars et le 27 avril ces deux hommes constatent avec stupeur que des bulldozers commencent à ravalier cette terre, détruisant déjà quelques beaux arbres fruitiers.

Evidemment ils s'interposent. Quelque temps après, un soi-disant propriétaire se présente avec un acte de propriété. La terre de M. Tiroumallé a été vendue à ce monsieur par la société d'économie mixte SEM- SEROM.

Situation ahurissante, mais vraie !

Evidemment, M. Tiroumallé et Bernadotte ont porté plainte. Mais ils continuent à subir force pressions. Tout se passe comme si ces multiples tracasseries étaient faites pour les décourager afin qu'ils quittent la terre dont M. Tiroumallé est propriétaire depuis 73 ans.

Il semble que de gros et riches propriétaires voulant étendre encore une fois leurs activités exercent ces pressions pour récupérer des terres dans la zone de Moudong.

Pour ce faire, avec un certain nombre de complicités, ils n'hésitent pas à s'en prendre à un petit exploitant.

Ce dernier a évidemment porté plainte. Il a aussi assigné les intrus en référé. L'audience a été reportée au 11 mai.

Le comité de soutien à M. Léonel Tiroumallé, - Dénonce cette injustice flagrante. Un tel mépris des droits d'un citoyen, un tel mépris de la personne humaine sont intolérables. Ils viennent s'ajouter à la longue liste des injustices qui au quotidien frappent de très nombreux membres de la population guadeloupéenne, - Invite donc la population de Baie Mahault et de la Guadeloupe à soutenir Léonel Tiroumallé et son frère Aurélien Bernadotte.

• Invite la population à se mobiliser autour d'eux afin que leurs droits parfaitement légitimes soient tout simplement respectés, • Demande à la population de venir soutenir Ms Tiroumallé et Bernadotte au tribunal de Pointe à Pitre, le 11 mai prochain et de se rapprocher du comité.

Nous publions ci-dessous un article paru dans *Lutte Ouvrière*, le journal d'Arlette Laguiller sur les résultats du premier tour.

Le premier constat dans ce premier tour de l'élection présidentielle est évidemment l'accroissement très net de la participation. Le nombre des inscrits est passé de 41 198 266 en 2002 à 44 474 519 en 2007, soit une augmentation de 3 276 253. L'augmentation du nombre de votants est encore plus importante. Entre 2002 et 2007, il a représenté 7 776 910 personnes supplémentaires. En d'autres termes, le pourcentage des votants par rapport aux inscrits est passé de 71,60 % en 2002 à 83,78 % en 2007.

L'électorat a donc été bien plus mobilisé cette année qu'il y a cinq ans. Cette mobilisation n'a cependant pas été uniquement, ni même principalement, celle de l'électorat de gauche.

ÉVOLUTION VERS LA DROITE

Les commentateurs de la gauche soulignent surtout le résultat électoral de Ségolène Royal. Et, en effet, Ségolène Royal a progressé aussi bien en nombre de votants qu'en pourcentage, et non seulement par rapport à Jospin en 2002 - ce qui n'était pas difficile vu l'effondrement à l'époque de l'électorat de gauche après cinq ans de gouvernement de la Gauche plurielle sous la direction de Jospin -, mais aussi par rapport à Jospin en 1995.

Avec 9 501 295 votants, soit 25,87 % des voix en 2007, Ségolène Royal augmente l'électorat du PS de 4 891 182 électeurs supplémentaires, soit 9,69 % de voix de plus que celles de Jospin en 2002. Comparativement au résultat de Jospin en 1995, Ségolène Royal a également progressé de 2 403 144 voix, ce qui, même compte tenu de l'élargissement du corps électoral, représente une hausse de 2,57 %.

Mais ce chiffre record pour Ségolène Royal ne peut pas cacher que l'ensemble de la gauche n'a pas progressé depuis 2002. Plus exactement, avec 13 379 121 votants en 2007, la gauche a, certes, gagné 1 160 536 voix par rapport à 2002, mais en pourcentage, l'ensemble des candidats de gauche ne représente plus, en 2007, que 36,44 % des voix, alors qu'il représentait 42,89 % des votants au premier tour de 2002.

Dans la réalité, le score élevé de Ségolène Royal à l'intérieur d'une gauche en recul résulte d'un mouvement complexe. D'un côté, Ségolène Royal a perdu une partie de l'électorat possible du PS au profit de François Bayrou.

Mais ce déplacement de voix de gauche vers François Bayrou a été compensé, et largement, par des votes qui, en 2002, s'étaient portés sur l'extrême gauche ou sur les différentes composantes de l'ex-Gauche plurielle - PC, Verts, chevènementistes, radicaux de gauche - et qui, cette fois-ci, se sont portés sur Ségolène Royal dès le premier tour.

LE PEN RECULE, MAIS PAS LE LEPÉNISME

Un examen superficiel peut conduire à la conclusion que ce déplacement vers la droite ne concerne que les déplacements internes à la gauche ou, encore, les déplacements de l'électorat du PS vers François Bayrou. À droite, en effet, Le Pen a perdu près d'un million de voix, en passant de 4 804 772 voix en 2002 à 3 835 029 voix en 2007, recul qui, en pourcentage, est plus important encore puisque le candidat du FN passe de 16,86 % à 10,44 %.

Mais si Nicolas Sarkozy a réussi son opération de drainer vers sa candidature une partie de l'électorat du FN, il l'a fait en reprenant les idées et le langage de Le Pen. Celui-ci aura réussi à marquer largement toute la campagne électorale. Sarkozy reprenant ses thèmes, une partie importante de l'électorat d'extrême droite a raisonné à partir du constat qu'entre la politique proposée par Nicolas Sarkozy et celle de Le Pen, les différences étaient mineures avec, en revanche, cet avantage pour Sarkozy qu'il a une forte probabilité de devenir président de la République et, par conséquent, de porter jusqu'à l'Élysée le lepénisme.

L'EFFICACITÉ DU CHANTAGE AU VOTE PRÉTENDUMENT UTILE À GAUCHE

Du fait du désistement de Jean-Pierre Chèvènement et de Christiane Taubira, Ségolène Royal a dû bénéficier d'une grande partie, sinon de la totalité, des 2 178 083 suffrages (7,65 % des votants) obtenus en 2002 par ces deux candidats. Mais, à cela, on peut ajouter les gains réalisés par Ségolène Royal au détriment des candidats sur sa gauche et des écologistes. L'ensemble des cinq candidats, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot, Daniel Gluckstein, Robert Hue et Noël Mamère, avait représenté, en 2002, 5 429 497 votes, soit 19,05 % des votants. L'ensemble des candidats, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot, Gérard Schivardi, Marie-George Buffet, José Bové et Dominique

Voynet, n'a obtenu, en 2007, que 3 850 916 voix, c'est-à-dire 10,62 % seulement de l'électorat.

La propagande développée par le PS en faveur du vote utile a touché à des degrés divers tous les candidats de gauche, à l'exclusion d'Olivier Besancenot. Plus exactement, à en juger par le sondage sortie des urnes effectué pour le compte de L'Humanité, Olivier Besancenot a été touché à peu près autant que les autres par les effets du vote dit utile, mais ceux de ses électeurs de 2002 qui se sont portés directement sur Ségolène Royal ont été remplacés par des abstentionnistes de 2002, de nouveaux électeurs mais aussi, dans une certaine mesure, par des votants venus de l'électorat de Marie-George Buffet ou d'Arlette Laguiller.

Pour ce qui concerne l'électorat d'Arlette Laguiller, il se réduit donc à 488 119 votants, soit 1,33 % de l'électorat. C'est, bien sûr, un très net recul par rapport aux 1 630 118 votants de 2002 (5,72 % de l'électorat). C'est peu, mais cela représente des électeurs qui, dans un contexte marqué en général par une très nette évolution vers la droite et aussi, plus fondamentalement, par une perte profonde des repères du mouvement ouvrier, ont malgré tout gardé le cap et se sont reconnus dans la politique défendue par Arlette Laguiller. Pas seulement face aux candidats dits grands qui représentaient tous le camp de la bourgeoisie, mais aussi par rapport aux différents candidats sur la gauche du PS qui, au choix intransigeant du camp des travailleurs, ont ajouté bien des objectifs certes à la mode mais qui n'avaient pas grand-chose à voir avec le mouvement ouvrier.

Comme l'a déclaré Arlette Laguiller au soir du premier tour de l'élection présidentielle, nous appelons à voter pour Ségolène Royal au deuxième tour sans réserve mais absolument sans illusion sur ce qu'elle-même et les dirigeants du PS feront s'ils parviennent au pouvoir. C'est un geste de solidarité avec cette majorité du monde du travail qui souhaite, par ce vote, empêcher que Nicolas Sarkozy, cet homme tout dévoué au grand patronat et méprisant vis-à-vis du monde du travail, puisse devenir le prochain président de la République.

LES CHOIX DE SÉGOLENE ROYAL

Dès le premier tour, Ségolène Royal a fait le choix de faire une campagne neutre, plus tournée vers le patronat que vers les

classes populaires et cherchant à plaire sur sa droite. Il n'y avait rien dans les propositions de Ségolène Royal qui pouvait enthousiasmer les classes populaires. Aucun engagement surtout de s'orienter vers une politique efficace pour faire reculer le chômage de masse, améliorer le pouvoir d'achat et surmonter la grave crise du logement qui frappe les classes populaires.

Étant donné la différence entre les 36,44 % de l'ensemble de l'électorat de gauche et les 45 % de l'électorat de droite, Le Pen compris, Ségolène Royal a peu de chances d'être élue.

Étant donné le rapport entre l'électorat de gauche et celui de droite, même si la moitié des 18,57 % recueillis par François Bayrou revenait à gauche, Nicolas Sarkozy l'emporterait. Et, si un tiers seulement de l'électorat de Bayrou soutenait Sarkozy, ce dernier aurait quand même la majorité des voix.

Ségolène Royal, en compétition avec Sarkozy pour récupérer un maximum de voix qui se sont portées sur le candidat de l'UDF, multiplie les propositions d'ouverture en direction de ce dernier, et en tout cas de son électorat. Sa proposition de débat avec les centristes pour élaborer une sorte de programme commun entre le PS et l'UDF est dans la logique de l'arithmétique électorale.

Rien de fondamental ne s'y oppose, tant, en effet, la politique de Ségolène Royal et celle de François Bayrou ne diffèrent guère. Il ne faut pas mettre beaucoup d'eau dans le vin de Ségolène Royal pour qu'il ait tout à fait le même goût que le breuvage de Bayrou.

Il est cependant peu vraisemblable que Bayrou soit tenté de s'engager du côté du Parti Socialiste. Pas plus d'ailleurs que du côté de l'UMP. Bayrou évoque l'éventualité d'un parti centriste. L'avenir dira comment cela se concrétisera. Mais Bayrou est fondé de penser qu'aussi bien pour les législatives proches que pour sa carrière personnelle dans la perspective de la présidentielle de 2012, il a intérêt à jouer l'indépendance.

Ce qui ressort de ces manœuvres du PS en direction de l'électorat de François Bayrou, c'est que, même si Ségolène Royal est élue grâce aux voix centristes, sa politique sera définie par la nécessité de garder ces alliés, si possible en menant une politique qu'ils peuvent accepter, c'est-à-dire une politique de droite. C'est dire que, même si le vote Ségolène Royal permettait de faire barrage à

Sarkozy, cela ne ferait pas barrage à la politique de droite.

Cette politique ne pourra être repoussée que par les luttes sociales ! Aucun signe avant-coureur n'annonce pour le moment les futures luttes d'ensemble. Mais il n'y a d'issue pour la classe ouvrière que dans cette voie.

PARUTION RETARDEE POUR CAUSE DE PRESIDENTIELLES

Pour avoir la possibilité de commenter les résultats du deuxième tour des présidentielles, le présent numéro est sorti en retard et sera en vente jusqu'au 26 Mai 2007 date à laquelle paraîtra le numéro suivant.

NOUVELLE ADRESSE POSTALE DE C.O.

Nous signalons à nos lecteurs que notre adresse postale a changé.

Pour joindre C.O. il faut écrire à :

M. Philippe Anaïs.
1111 Rés Matélie, l'aiguille, 97128. Goyave
Guadeloupe.

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 30.50 €
SOUS PLI OUVERT 23 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAÏS - Combat Ouvrier.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Répondable de publication
P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

M. Philippe Anaïs.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE

B.P. 821

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION

Imp. ERAPRESS

Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier
http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net

HAITI

15 morts dans le naufrage d'un bateau à Jérémie

Le 24 avril dernier, le bateau Lazarus qui fait le trajet entre Jérémie et Port au Prince coule dans la rade de Jérémie. Les militaires des Nations Unies, la police et des ONG apportent secours aux passagers et évacuent un minimum de 15 morts et 49 blessés. Le nombre de personnes portées disparues ne peut être connu avec certitude car tous les passagers n'ont pas été enregistrés et le bateau était manifestement en surcharge.

Le bateau, qui était prévu pour 250 personnes transportait plus de 300 personnes. C'est toujours le cas dans les transports de passagers que soit maritime ou terrestre. La zone de Jérémie est enclavée par le mauvais état de la route, c'est une piste sur plus de la moitié du trajet à partir de la ville des Cayes. La piste d'atterrissage ne peut recevoir que les petits avions capables d'atterrir sur une piste en terre battue. Alors les personnes, paysans, marchands, passagers qui veulent aller à la capitale sont contraints de prendre le bateau. Ce sont des vieux rafiot de rebut, rafistolés, sans mesure de sécurité, aménagés pour transporter un maximum de personnes, de fret et de bétail, qui font la ligne de Jérémie

à Port au Prince.

Ce naufrage n'est pas un épisode isolé, le 8 septembre 1997, le bateau « la Fierté Gonavienne » coulait au large de Montrouis, alors qu'il faisait le trajet vers l'île de la Gonave. Il y avait 260 personnes à bord, dont 200 sont décédées. Le président Préval avait alors demandé aux militaires canadiens de venir en aide à la population haïtienne et d'aider à récupérer les corps à bord du bateau qui avait coulé.

Deux ans ont passé, Préval s'en est allé et est revenu, les militaires canadiens sont remplacés par des sud américains et les gouvernements successifs n'ont rien fait pour mettre en place un transport public qui serait sécurisé, qui désenclaverait les zones de province. Les dirigeants du Service Maritime de Navigation, service de l'Etat, délivrent des permis de naviguer à des cercueils flottants et ils perçoivent les taxes habituelles pour le transport sans compter les dessous de table. Ces dirigeants, de même que le gouvernement sont aussi responsables de la mort des quinze personnes que le commandant du Lazarus.

Une pauvreté omniprésente

La pauvreté a une proportion plus importante dans les DOM (Départements d'Outre Mer) qu'en métropole. Les populations à faibles revenus dans les DOM font apparaître des taux de pauvreté relativement élevés. La principale cause est le sous-emploi : le taux de chômage est supérieure à 20 % dans l'ensemble des DOM contre moins de 10 % en France métropolitaine.

En Guadeloupe, le taux de chômage est passé de 25,7 % en 1999 à 29,1 % en 2006 ! Les bénéficiaires de minima sociaux représentent plus de 47 % dans les DOM. Les prestations

versées sous condition de ressources déterminent que 12,5 % des ménages sont considérés comme pauvres en Guadeloupe et 12 % en Martinique. Le chômage des parents et le fait de vivre dans une famille monoparentale ont des répercussions sur la pauvreté des enfants : 16 % des enfants guadeloupéens, et 13 % des enfants martiniquais vivent en dessous du seuil de pauvreté contre 8 % dans l'Hexagone. L'augmentation du chômage et de la pauvreté, montre bien l'inefficacité de la politique de l'emploi et de lutte contre la pauvreté du Gouvernement UMP.

Corruption aux Bahamas

1,5 millions de dollars ont disparu dans les caisses de la société commerciales d'Electricité : BEC (Bahamas Electricity corporation). Le Parti politique au pouvoir, le PLP (le Parti Progressiste libéral), est accusé de laxisme dans le contrôle des fonds de cette société. Cette affaire risque de porter préjudice au Parti juste avant les élections législatives prévues le 2 mai.

Le PLP qui est au pouvoir depuis l'indépendance en 1973 a déjà été compromis dans des cas de

corruption et de trafic de drogue. L'économie des Bahamas est surtout basée sur le tourisme le paradis fiscal et les banques « offshore ». Ce sont des milliards de dollars de bénéfices qui profitent surtout aux grandes sociétés et à ceux qui tiennent les rênes du pouvoir. Alors que dans les grandes villes il existe une disparité dans les infrastructures scolaires (il y a un grave problème de sureffectifs des classes). De plus, une grande partie des habitants des îles dites « Family Islands » vivent sous le seuil de pauvreté.